



BAROMÈTRE CONJONCTUREL DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

N° 3 – Janvier 2007





LE BAROMETRE CONJONCTUREL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Trimestriel • Janvier 2007

Tous droits réservés

Toute reproduction totale, partielle, ou sous forme transformée est interdite, sauf autorisation écrite de la part de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse – Cellule Analyse.

L'usage d'extraits de la présente publication en tant qu'exposé ou démonstration dans un article, livre ou fichier est permis, moyennant une mention claire et précise de la source.

Pour toute information concernant ce baromètre, veuillez prendre contact avec:

Madame Christine Servaty

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale/IBSA

T 02/800 36 15 – F 02/800 38 06

email cservaty@mrbc.irisnet.be

© 2007 Région de Bruxelles-Capitale – Tous droits réservés

E.R.: C. Servaty, Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) – Cellule Analyse

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale,

Boulevard du Jardin Botanique 20 – 1035 Bruxelles

T 02 800 36 15 – F 02 800 38 06

Editions IRIS – D/2007/6374/161



9 789078 580010

ISBN 9078580011



Table des matières

EXECUTIVE SUMMARY 4

I INDICATEURS CONJONCTURELS À BRUXELLES 5

1.1 Evolution de l'indicateur avancé de l'activité économique 5

1.2 Evolution de l'indicateur avancé du marché du travail 7

2 TABLEAUX DE BORD 8

2.1 Contexte international 8

2.2 Développements macroéconomiques nationaux et régionaux 11

2.3 L'économie bruxelloise: les entreprises 13

2.4 Marché du travail 16

2.5 Recherche et développement 20

3 CARACTÉRISTIQUES DE BRUXELLES 21

Cycle conjoncturel du chômage



Cycle conjoncturel du PIB régional



Prévisions à trois mois

Composant conjoncturel du chômage	↓
Chômage DEI	→
Composant conjoncturel de l'activité économique	↑

Executive summary

- Pour 2007, un faible ralentissement de la **croissance économique mondiale** semble le scénario le plus probable. La croissance du commerce international sera fortement soutenue par les économies émergentes et sa valeur influencée par le niveau élevé des prix des produits de base. Aux Etats-Unis, l'impact du retournement du marché immobilier débuté en 2006 devrait s'estomper progressivement en 2007. Au sein de la zone euro, le recul de l'inflation engagé fin 2006 et la bonne performance sur le marché du travail devraient soutenir la consommation. La vigueur du commerce extérieur devrait également profiter aux pays de la zone euro.
- Les prévisions pour la **Belgique** s'inscrivent pleinement dans celles de l'économie mondiale avec un ralentissement du rythme de croissance du PIB. Ainsi, la croissance annuelle devrait avoisiner les 2,1% contre 3% en 2006. Le marché du travail devrait connaître quelques améliorations mais sans baisse substantielle du chômage.
- En **Région bruxelloise**, l'indicateur composite avancé qui permet de prédire l'évolution de l'**activité économique** est clairement **orienté à la hausse** en ce début d'année. Sur une base annuelle, l'économie bruxelloise devrait également connaître une période de conjoncture favorable au deuxième et au troisième trimestre de cette année. Au dernier trimestre, notre indicateur annonce plutôt un **fléchissement**.
- Au niveau du **marché du travail**, Bruxelles reste un grand pourvoyeur d'emplois en Belgique avec 22.783 emplois créés en 2005 et 54% de l'emploi total qui revient à des navetteurs. Malgré cela, **le taux de chômage reste élevé**.
- Sur le plan conjoncturel, l'indicateur composite avancé du marché du travail présente une orientation à la baisse. Cela devrait se traduire par une **réduction de la composante cyclique** du nombre de demandeurs d'emploi. L'affaiblissement enregistré mi-2006 semble se confirmer et se poursuivre jusqu'à la mi-2007 où une légère remontée du chômage est attendue. La tendance sous-jacente du chômage restant positive, on ne prévoit toutefois **pas une baisse spectaculaire du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés** bruxellois d'ici mi- 2007.

I Indicateurs conjoncturels à Bruxelles

I.1 Evolution de l'indicateur avancé de l'activité économique

Pour la seconde fois, un indicateur avancé de l'activité économique a été établi sur la base de données mensuelles. Il permet de prédire à court terme l'évolution conjoncturelle de la valeur ajoutée dans la Région de Bruxelles-Capitale. Cette activité est elle-même représentée par un indicateur composite dont l'évolution coïncide avec celle du produit intérieur brut (PIB) régional et dont la disponibilité permet de prolonger les données de PIB manquantes pour la période la plus récente (2005 et 2006).

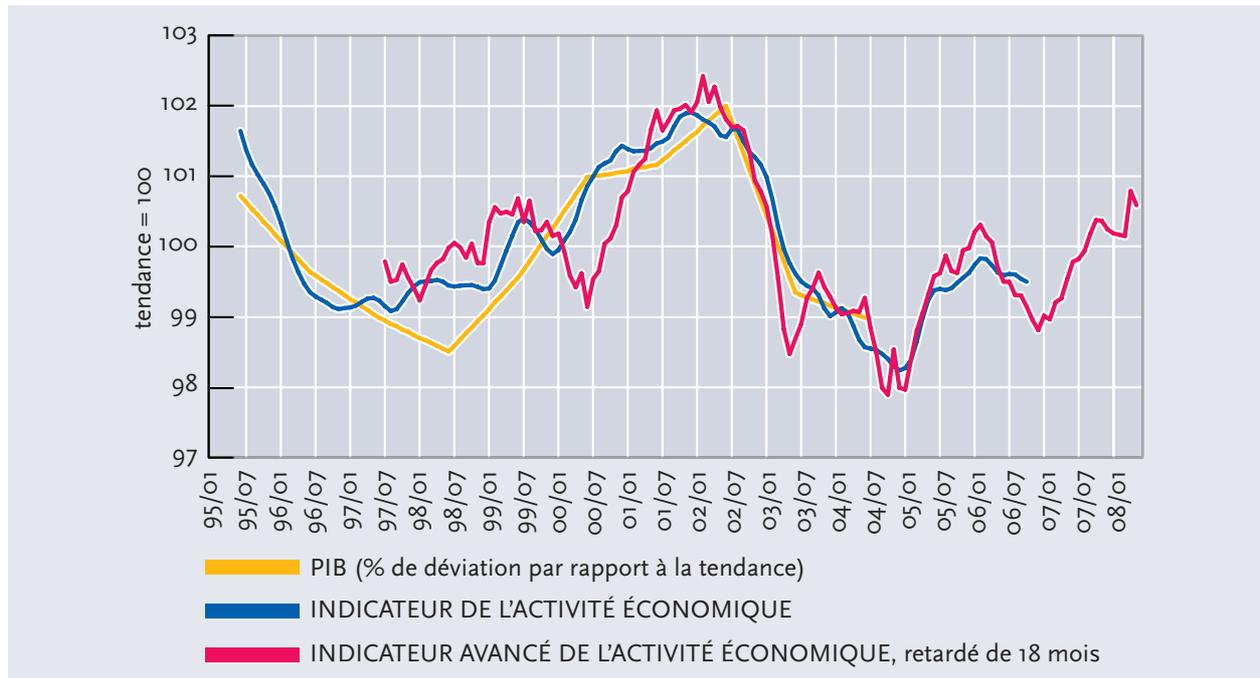
L'indicateur "coïncident" a été sélectionné de façon à refléter la structure particulière de la Région de Bruxelles-Capitale, fortement spécialisée dans les services. En effet, il agrège les évolutions conjoncturelles du chiffre d'affaires de cinq activités tertiaires: le commerce de gros, le transport urbain et routier, les postes et télécommunications, les activités informatiques et, enfin, les services aux entreprises.

L'indicateur avancé de l'activité économique est censé prévoir l'évolution de cette série de référence. Les cycles conjoncturels de plusieurs statistiques,

choisies pour leur disponibilité, leur pertinence économique et leur caractère précurseur, ont été testés. Finalement, deux séries nationales ont été retenues pour composer l'indicateur avancé de l'activité économique bruxelloise: d'une part, la prévision des entrepreneurs du secteur des services aux entreprises concernant la demande générale d'après l'enquête de la BNB et, d'autre part, l'indice des entrées de commandes dans l'industrie du SPF Economie.

L'indicateur avancé précède la série de référence de l'activité économique d'environ 18 mois. Cette période reflète raisonnablement le temps qu'une prévision de demande ou qu'une nouvelle commande se matérialise et se traduise in fine en une vente inscrite dans les déclarations de TVA. En théorie, le cycle de l'activité économique peut donc faire l'objet d'une prévision à plus d'un an. Néanmoins, la prudence dans l'utilisation de ce nouvel outil et la plus grande incertitude liée aux dernières observations nous invite à nous focaliser en priorité sur l'évolution attendue pour le triestre à venir.

GRAPHIQUE 1: Comparaison de l'indicateur composite avancé de l'activité économique avec l'évolution conjoncturelle selon l'indicateur de l'activité économique et le PIB de la Région de Bruxelles-Capitale



Le graphique 1 superpose le cycle conjoncturel du PIB régional, l'indicateur "coïncident" qui le reflète et l'indicateur avancé (décalé de 18 mois) qui l'anticipe.

On constate que l'indicateur avancé et l'indicateur de l'activité économique convergent, en particulier après l'année 2000. L'indicateur coïncident reflète pleinement la forte croissance du PIB bruxellois durant la période 2000-2002. L'important ralentissement des deux années suivantes est également bien représenté. Au plus bas en début d'année 2005, le cycle conjoncturel amorce alors une nette reprise.

Bien que la croissance nationale du PIB ait connu un sérieux ralentissement en 2005 selon les derniers comptes nationaux, nos indicateurs sont résolument orientés à la hausse. Ils laissent à penser que le ralentissement sera moins marqué en Région bruxelloise. En effet, la région avait subi relativement plus durement la baisse de la croissance en 2003 et terminait déjà l'année 2004 sur une note moins optimiste que les autres régions. Partant donc d'un creux conjoncturel plus profond,

l'embellie de 2005 ne suffit pas à sortir la Région de sa phase de basse conjoncture (sous la valeur tendancielle).

La reprise se prolonge néanmoins jusqu'à la mi-2006 en moyenne annuelle. Ensuite, comme l'édition précédente du baromètre le laissait déjà présager, l'année 2006 se termine plutôt en demi-teinte. En revanche, depuis le début de cette année, l'indicateur avancé de la conjoncture est à nouveau clairement tourné vers le haut. En moyenne annuelle, le PIB bruxellois devrait donc entrer dans une phase de haute conjoncture au second ou au troisième trimestre de cette année. Le cycle conjoncturel fléchirait quelque peu vers la fin de l'année. Globalement, ce scénario est cohérent avec les prévisions générales pour l'économie belge (ou européenne, cf. chapitre 2). Celles-ci prévoient deux années de bonne croissance pour 2006 et 2007. Ce devrait aussi être le cas à Bruxelles, mais alors que l'année 2006 s'y terminerait plutôt négativement, 2007 s'annonce en revanche relativement meilleure.

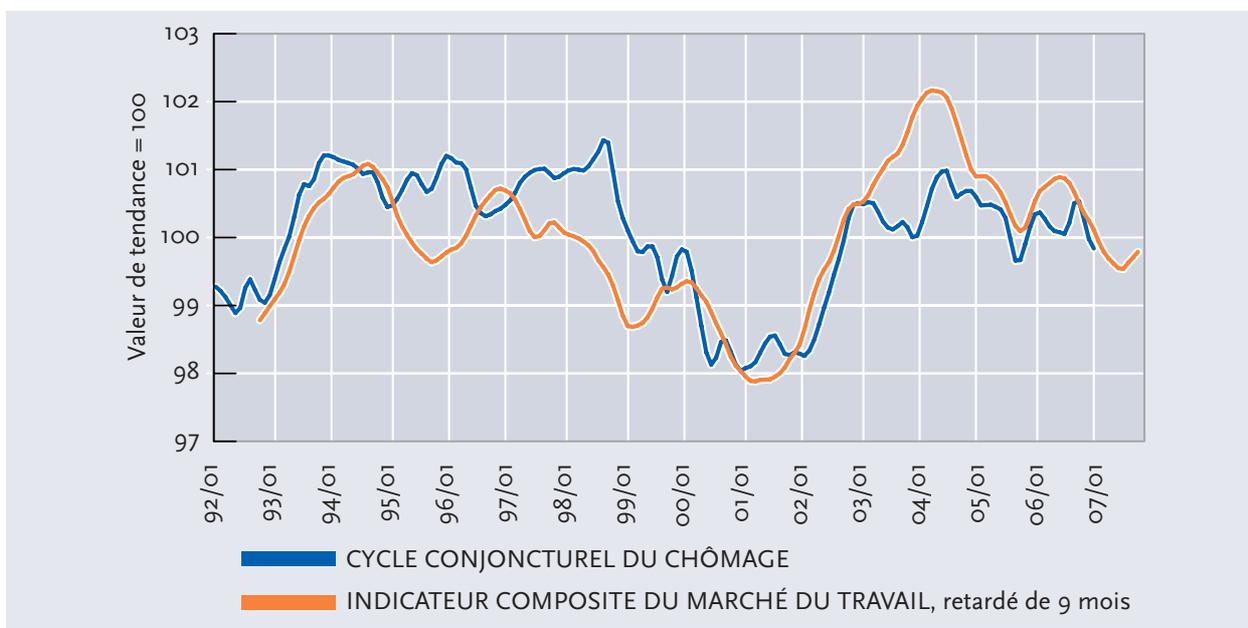
1.2 Evolution de l'indicateur avancé du marché du travail

L'indicateur avancé du marché du travail permet de prévoir l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi à Bruxelles. En effet, le chômage donne une indication du déséquilibre entre la demande de travail et l'offre de travail. A ce titre, il constitue une donnée importante de la politique régionale.

Plus précisément, l'indicateur avancé du marché du travail est une estimation de la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale. On estime qu'il a un caractère prévisionnel de neuf mois. Il a

été composé à partir de deux séries désaisonnalisées et lissées. La première est l'indice Federgon qui rend compte de l'évolution de l'activité intérimaire en Belgique. L'intérim est réputé réagir relativement vite aux changements dans la demande de travail. La seconde série est le nombre d'emplois vacants reçus et gérés par l'ORBEM qui donne également un signal précoce de l'évolution de la demande. Les dernières données récoltées pour les deux statistiques concernent le mois de décembre 2006.

GRAPHIQUE 2: Comparaison de l'indicateur avancé du marché du travail avec la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale



Source: ORBEM, Federgon et calculs propres.

Le graphique 2 présente la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emplois inoccupés dans la Région de Bruxelles-Capitale. Le graphique compare ce chiffre avec notre indicateur avancé du marché du travail décalé de 9 mois.

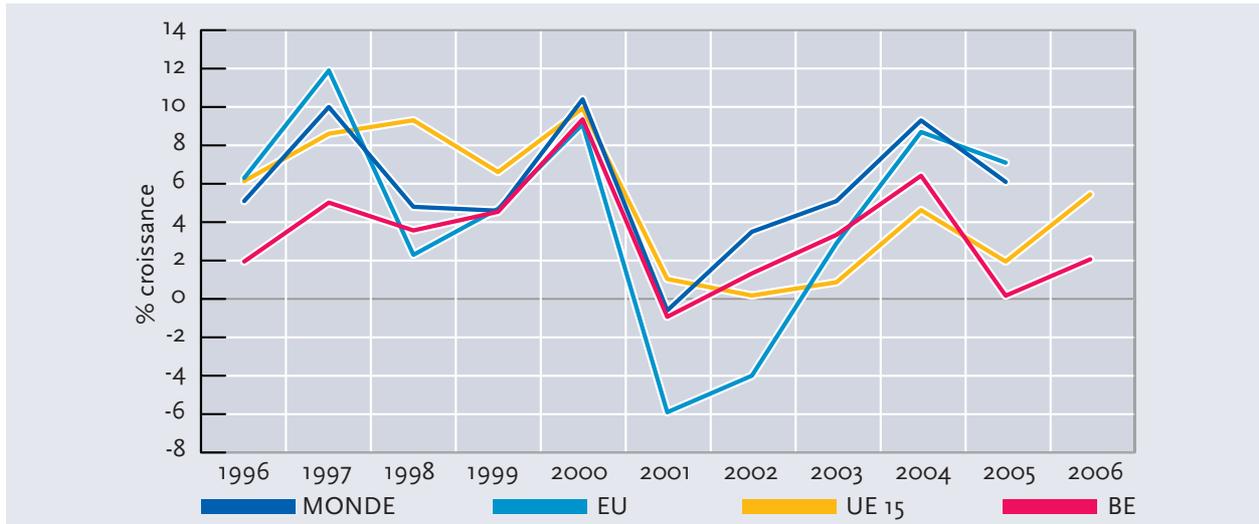
La baisse de la composante conjoncturelle, annoncée dans la précédente édition, se confirme au second semestre 2006 et semble se prolonger jusqu'à la mi-2007. Un léger regain du chômage apparaît ensuite. Elle correspond au léger ralentissement qu'enregistrent les cycles de l'activité intérimaire et des vacances d'emploi à la fin de l'année 2006.

Celui-ci coïncide avec l'affaiblissement de la conjoncture économique de la fin de l'année passée. Si le cycle des demandeurs d'emploi réagit aussi avec retard à l'activité économique prévue en hausse pour 2007, le rebond conjoncturel du chômage devrait donc s'avérer transitoire. Néanmoins, les évolutions conjoncturelles envisagées restent relativement proches de la tendance structurelle sous-jacente du chômage. Or, celle-ci est nettement orientée à la hausse depuis 2001. Le chômage bruxellois ne devrait donc pas connaître d'amélioration spectaculaire en 2007.

2 Tableaux de bord

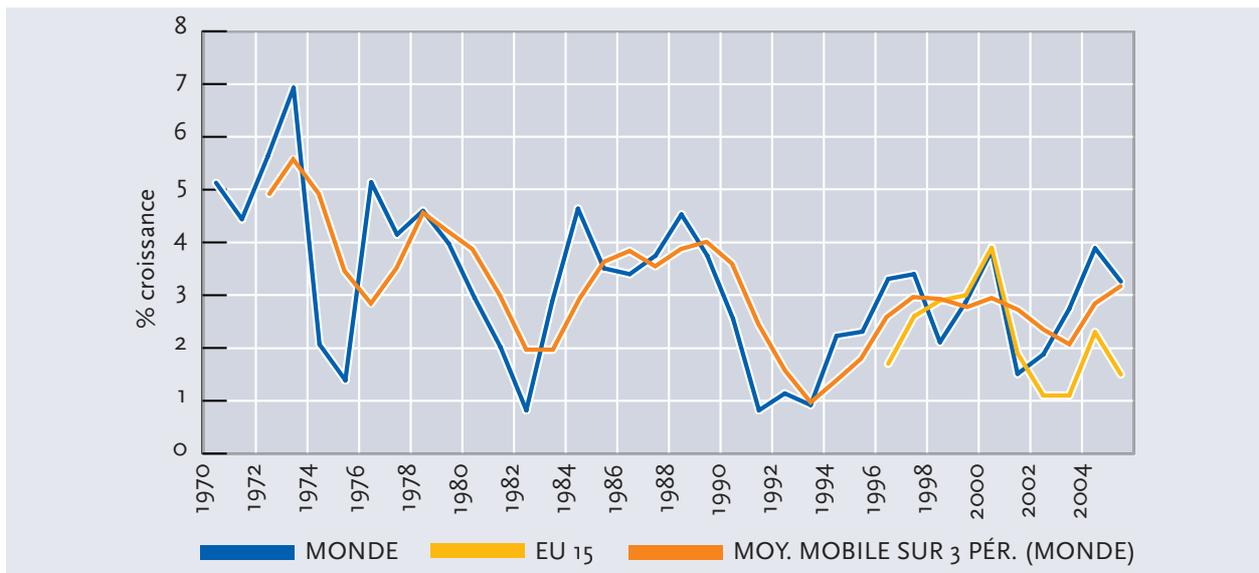
2.1 Contexte international

GRAPHIQUE 3: Evolution du commerce mondial en termes réels 1996 – 2006



Source: Eurostat, BNB, OMC.

GRAPHIQUE 4: Evolution de la croissance dans le monde du PIB en termes réels 1970 – 2005



Source: OMC, Eurostat.

Au cours des années 2001-2002, les économies occidentales ont connu des temps difficiles. L'éclatement de la bulle internet, la surcapacité, surtout dans le secteur de l'information et de la communication, et les chocs géopolitiques, comme les attentats terroristes, ont troublé le climat général. La reprise au niveau mondial ne s'est fait véritablement ressentir qu'à partir de 2003. Toutefois, en 2005, la croissance du commerce international avait déjà perdu une partie de son élan. Les États-Unis ont été les premiers à sortir du marasme économique. En 2004, la reprise a suivi en Europe et plus timidement au Japon. Soutenue notamment par la forte croissance des économies émergentes telles que la Chine, l'Inde ou encore le Brésil, l'économie mondiale tourne actuellement à plein régime.

Pour 2007, un faible ralentissement de la croissance de l'économie mondiale semble le scénario le plus probable. A moyen terme, la croissance devrait rester soutenue avec un rééquilibrage entre les différentes zones économiques. Pour les États-Unis, on peut s'attendre à un léger ralentissement de la croissance sur fond d'un atterissage du marché de l'immobilier qui continue à freiner la consommation des ménages et l'investissement résidentiel. Toutefois, l'investissement des entreprises devrait rester soutenu.

Au sein de la zone euro, la croissance économique devrait avoisiner 2,25 % pour 2007 et 2008 selon les dernières perspectives économiques de l'OCDE¹. L'amélioration continue du marché du travail et le recul de l'inflation engagé fin 2006 devraient renforcer la consommation des ménages. De plus, on s'attend à ce que les exportations continuent à soutenir l'activité industrielle. Cette reprise, amorcée en 2006, reste toutefois incertaine pour l'Allemagne, moteur de l'économie européenne, compte tenu de la décision de porter la TVA à 19 % et de ses effets sur la consommation et les investissements.

Sur le plan de la politique monétaire, les craintes inflationnistes, les durcissements des politiques monétaires par les principales banques centrales, la hausse continue du prix des matières premières et du cours du pétrole, bien que freinée ce dernier trimestre, mettent en évidence les risques de détério-

ration de la situation. Ainsi, le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) a augmenté, lors de sa réunion du 7 décembre 2006, le taux d'intérêt de référence de 0,25 points de pourcentage, le portant à un niveau de 3,5%. La précédente augmentation date du mois d'octobre 2006. Le Président de la BCE n'a néanmoins pas souhaité confirmer un éventuel durcissement monétaire en février. La Federal Reserve (FED), quant à elle, a laissé son principal taux directeur inchangé depuis plus de six mois et de nombreux doutes subsistent encore concernant la prochaine orientation de sa décision. Enfin, le taux d'intérêt à long terme (18/01/2006) se chiffre à 4,05%, s'inscrivant pleinement dans la tendance haussière enclenchée en 2006.

TABLEAU 1: Evolution du cours de change de l'US dollar par rapport à l'euro

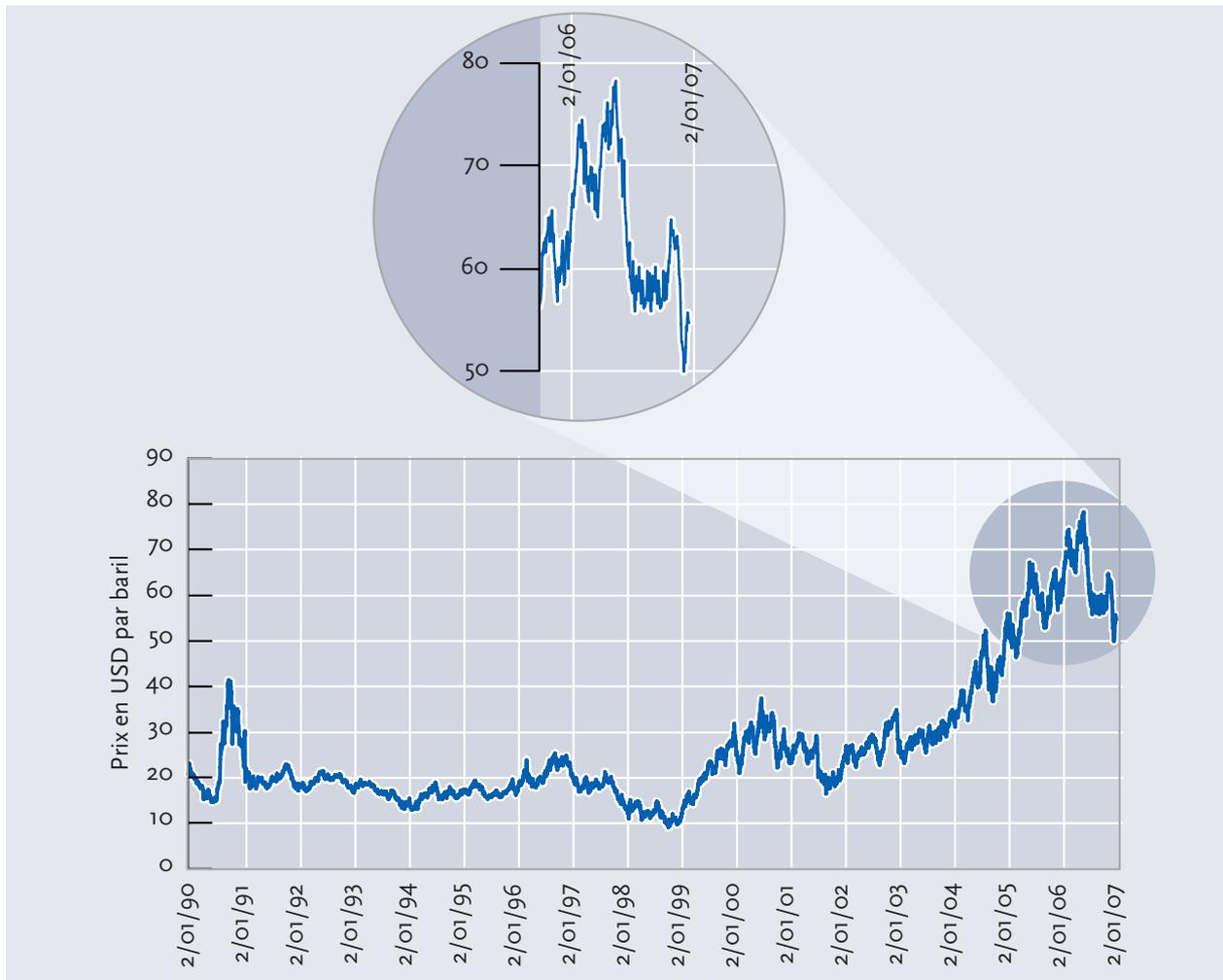
	US dollars par euro	
	Moyenne de la période	Fin de la période
2006-07	1,2683	1,2767
2006-08	1,2811	1,2851
2006-09	1,2727	1,2660
2006-10	1,2611	1,2696
2006-11	1,2881	1,3200
2006-12	1,3212	1,3170
2007-01	1,3023	1,2922

Source: FMI, BCE.

Le cours de change du dollar américain par rapport à l'euro est présenté dans le tableau ci-dessus. Au cours de l'année 2006, on remarque qu'en moyenne le dollar s'est déprécié par rapport à l'euro eu égard à l'aggravation du déficit courant américain. La plupart des économistes pensent que cette tendance devrait se poursuivre au cours des prochains mois, notamment sous l'effet du ralentissement de l'économie américaine et du déficit structurel du compte courant.

1 Etude économique de la zone euro 2007, 4 janvier 2007, OCDE.

GRAPHIQUE 5: Evolution du prix du pétrole brut



Source: U.S. Department of Energy, Energy Information Administration.

Le graphique 5 présente l'évolution du prix du pétrole depuis 1990. On y distingue clairement l'effet de la guerre du Golfe (1990-1991). L'invasion de l'Iraq au Koweït a fortement influencé l'incertitude concernant l'approvisionnement en pétrole pendant quelques mois, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent sur le prix de l'or noir. Après la libération du Koweït, le prix du pétrole a rapidement retrouvé son niveau précédent d'environ 20 dollars le baril. Par la suite, le prix du pétrole est resté assez stable jusqu'au début de 1999. A partir de 2003, nous notons une hausse presque permanente du prix du pétrole brut. Plusieurs éléments ont contribué à cette évolution. En premier lieu, la croissance rapide de l'économie mondiale a provoqué une hausse de la demande en pétrole brut, avec entre autres la Chine qui est devenue un importateur important de pétrole brut. De plus, quelques facteurs fortuits ont donné lieu à des pénuries momen-

tanées, comme l'ouragan Katrina, qui a provoqué d'importants dégâts aux installations de forage dans le golfe du Mexique. Pour terminer, la menace terroriste pesait et pèse toujours sur le secteur, qui de ce fait requiert une prime de risque élevée. Pourtant, depuis quelques mois, comme on peut le voir sur le zoom, le prix du pétrole connaît une baisse substantielle. Le prix du brut a atteint début janvier son prix le plus bas depuis plus d'un an. Les marchés supposent que le ralentissement de la croissance aux États-Unis provoquera un refroidissement général de la conjoncture mondiale. De plus, la douceur hivernale aux États-Unis et en Europe, et le haut niveau de stock américain, ont contribué à réduire la demande et à faire chuter les prix. Toutefois, les prix restent sous tension et toute perturbation importante de l'acheminement du pétrole risque de réenclencher le mouvement haussier.

2.2 Développements macroéconomiques nationaux et régionaux

En ce qui concerne la Belgique, 2006 a été une année plutôt vigoureuse avec une croissance annuelle de l'ordre de 3%². L'activité économique a été soutenue par une demande intérieure et étrangère très dynamique. En 2007, le rythme de croissance devrait s'affaiblir quelque peu pour avoisiner les 2,1%. L'amélioration sur le marché du travail

devrait toutefois se poursuivre pour 2007. Ainsi, selon l'IRES, l'emploi devrait augmenter de 0,9% en 2007 après avoir augmenté de 1,1% en 2006. Toutefois, d'après la BNB, le taux chômage ne devrait pas significativement baisser en raison de la croissance de la population active observée depuis 2005.

TABLEAU 2: Taux de croissance annuelle du PIB à prix constants: comparaison entre la Région de Bruxelles-Capitale, le Royaume et l'Union européenne des 15

	Région de Bruxelles-Capitale	Belgique	UE-15
2000	3,9	3,7	3,9
2001	2,6	0,8	1,9
2002	3,1	1,5	1,1
2003	0,1	1,0	1,1
2004	2,0	3,0	2,3
2005	-	1,1	1,5
2006(e)	-	3,0	2,6
2007(e)	-	2,1	2,2

Source: Eurostat, ICN, BNB.
(e) Estimations.

• Croissance économique

L'économie belge est largement tournée vers l'extérieur. Son évolution suit donc généralement le schéma conjoncturel européen. Selon la BNB, après une reprise économique en 2006 soutenue à la fois par la demande extérieure et la demande intérieure, la Belgique entrerait en 2007 dans une phase de consolidation de la croissance, plus en ligne avec sa croissance potentielle. En effet, la progression de la consommation et des investissements faiblirait quelque peu tout en restant à un niveau élevé dans un climat de confiance des ménages (compte tenu de la baisse des prix énergétiques et de la progression de l'emploi) et de bonne rentabilité (compte tenu de la croissance de la productivité et de la progression stable des coûts salariaux). En revanche, l'évolution des exportations plus rapide que celle des importations apporterait une contribution plus positive encore au PIB.

Si la Région de Bruxelles-Capitale produit proportionnellement peu de biens destinés à l'exportation sur son territoire, elle s'est largement spécialisée dans la production de services auxquels font notam-

ment appel les entreprises ou les sites de production des deux autres régions. Par ce biais, mais aussi parce que Bruxelles constitue un centre d'affaires international, l'économie de la région est donc à son tour sensible aux évolutions de l'activité mondiale. Néanmoins, ce caractère tertiaire peut en partie expliquer un profil de croissance différent par rapport à celui du pays ou de l'Union européenne. Par exemple, les services réagissent plus tardivement aux variations conjoncturelles.

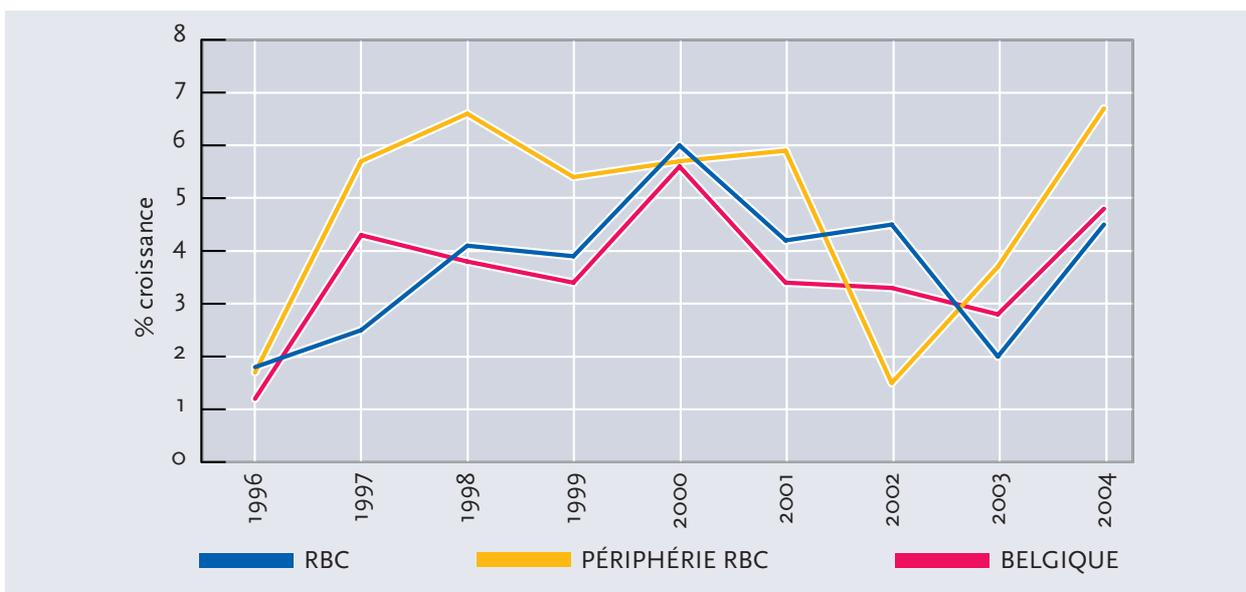
Ainsi, en 2001 et 2002, Bruxelles poursuivait sa croissance à un rythme plus soutenu que le reste de la Belgique. La progression de la valeur ajoutée bruxelloise a alors chuté plus brutalement en 2003 et ne s'est pas aussi bien rétablie en 2004. Ces quelques observations sont donc compatibles avec une estimation de reprise plus tardive, en 2005. Le fait que nos premiers indices de l'année annoncent à Bruxelles une relance relativement plus forte en 2007 qu'en 2006, peut également être interprété sous cet angle. (cf. chapitre 1).

2 Prévisions IRES, Perspectives économiques 2006-2007, janvier 2007 et BNB, Projections économiques pour la Belgique, Revue économique III 2006.

Enfin, rappelons que la fonction centrale de Bruxelles déborde du strict territoire régional. Les arrondissements limitrophes de la Région, disposant de plus grands espaces, peuvent accueillir une production davantage industrielle. Leur situation

particulière leur confère ainsi un profil de croissance plus marqué mais largement en expansion ces dernières années. La révision récente des chiffres des comptes régionaux de 2004 a encore accentué cette tendance.

GRAPHIQUE 6: Croissance annuelle de la valeur ajoutée brute à prix courants en Région de Bruxelles-Capitale, dans les arrondissements de la périphérie* et en Belgique



* La périphérie est définie comme le Brabant wallon et le Brabant flamand.

Source: ICN.

• Inflation

TABLEAU 3: Evolution de l'indice des prix à la consommation

2006	Indice (2004 = 100)	Taux de croissance annuelle (%)
2006-04	104,4	2,0
2006-05	104,8	2,2
2006-06	104,8	1,9
2006-07	105,1	1,6
2006-08	105,3	1,6
2006-09	105,0	1,2
2006-10	104,8	1,2
2006-11	105,0	1,5
2006-12	105,2	1,6
2007-01	105,2	1,7
2007-02 (e)	105,8	1,8
2007-03 (e)	105,7	1,8

Source: Bureau Fédéral du Plan
(e) Estimations.

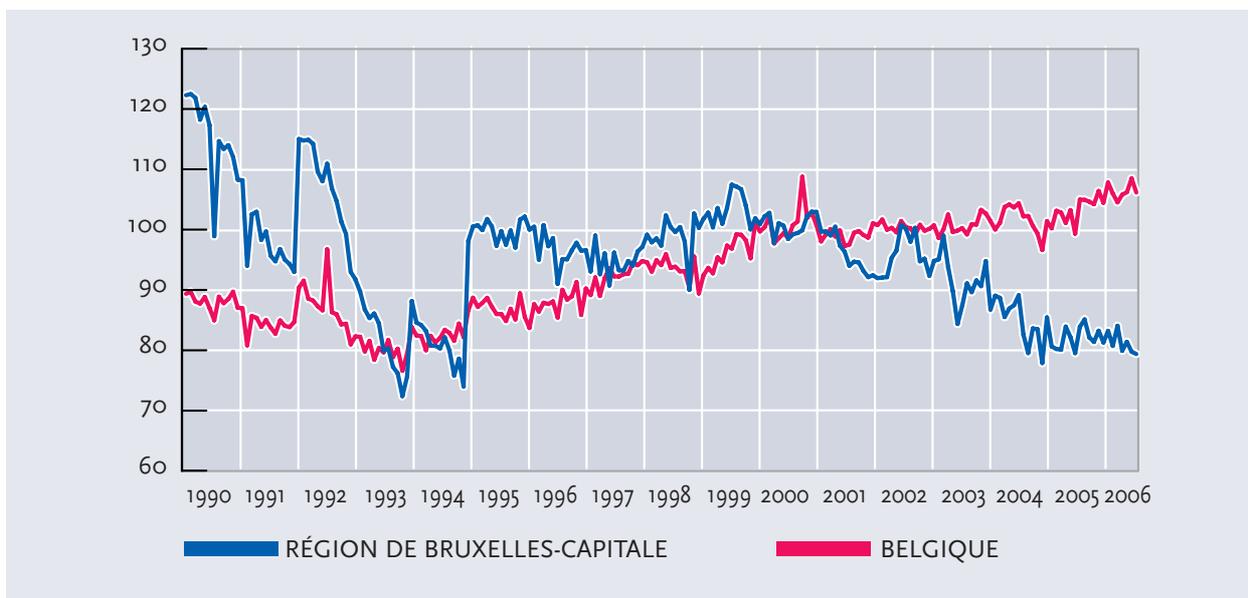
Compte tenu de l'exiguïté du territoire belge, des flux économiques qui traversent les différentes régions et des mécanismes communs d'indexation, les informations régionales relatives aux prix sont généralement reprises de statistiques nationales. Suite à la réduction récente des prix du pétrole, les prévisions d'inflation ont été revues à la baisse. L'inflation annuelle moyenne en 2006 s'est ainsi établie à 1,8%, contre 2,8% en 2005 et 2,1% en 2004.

La diminution de l'inflation devrait se poursuivre en 2007. En moyenne annuelle, elle n'augmenterait à nouveau qu'au dernier trimestre de l'année. Selon le BFP, elle atteindrait 1,7% sur l'ensemble de l'année (contre 1,9% selon la BNB). L'indice ayant dépassé l'indice pivot en septembre dernier, les allocations sociales et les salaires ont été indexés à la fin de l'année 2006. Le prochain dépassement devrait se produire en novembre 2007. Néanmoins, des marges pour une croissance non inflationniste en 2007 semblent donc bien exister, dans un contexte de resserrement de la politique monétaire par la BCE.

2.3 L'économie bruxelloise: les entreprises

• La production industrielle

GRAPHIQUE 7: Evolution de la production industrielle en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique



Source: SPF Economie - DGSIE.

Le graphique 7 représente l'activité industrielle à Bruxelles par rapport à la Belgique. Disposant de peu d'espace, la région n'est pas spécialisée dans l'industrie. En particulier, elle est sous représentée dans les branches industrielles qui connaissent la plus forte expansion (par exemple, la chimie). Dès lors l'écart tend à se creuser entre la courbe de la Belgique et celle de la Région de Bruxelles-Capitale. Pourtant déjà très élevé, ce décalage s'est encore accru ces derniers mois.

En effet, depuis le début de l'année 2005, l'indice bruxellois s'est stabilisé autour de 80, valeur que l'on tendrait à considérer comme un plancher. Néanmoins, la reprise tarde à apparaître.

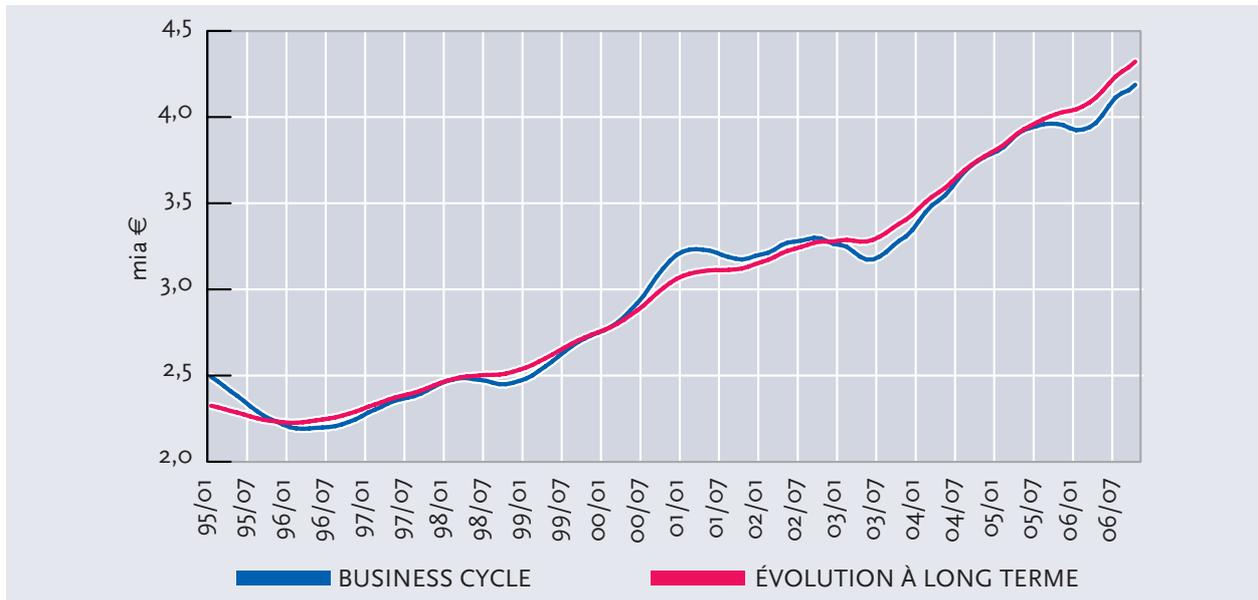
De plus, les statistiques de production industrielle, arrêtées à novembre 2006 dans le présent baromètre, ne sont pas encore affectées par la restructuration de l'usine Volkswagen (VW) de Forest. Or, la

branche de l'industrie automobile représente directement environ 8% de la valeur ajoutée industrielle de la Région. Les résultats nationaux des enquêtes de conjoncture de la BNB dans le secteur automobile laissent déjà entrevoir une importante chute de production pour la fin de l'année 2006 et le début de 2007. Selon les réponses des entrepreneurs, l'évolution du rythme de production a par exemple atteint un minimum historique en décembre 2006. Le même mois, le taux d'utilisation des capacités de production a reculé à 70%, bien moins que les niveaux pourtant faibles de 2004 et 2005. Enfin, les prévisions d'emploi à trois mois des industries belges du secteur automobile sont très pessimistes.

Compte tenu de la faiblesse prolongée de la production industrielle et de l'impact possible de la restructuration de l'usine VW, la reprise industrielle attendue risque donc bien d'être différée.

• Les services

GRAPHIQUE 8: Evolution du chiffre d'affaires réel du commerce de gros en Région de Bruxelles-Capitale



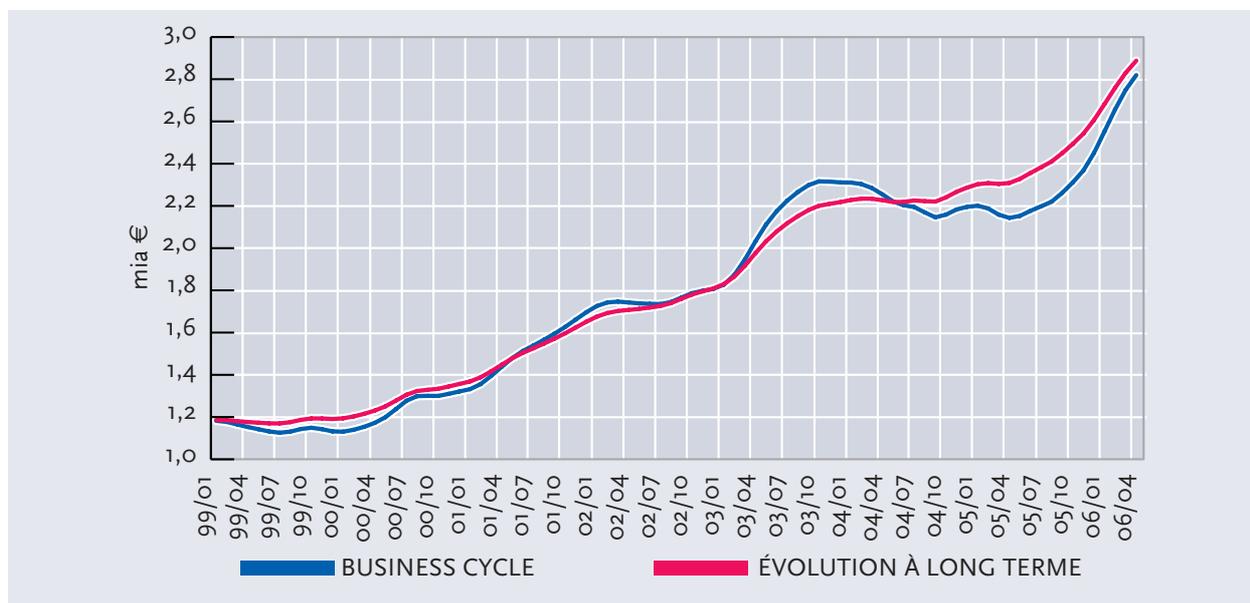
Source: SPF Economie - DGSIE, calculs propres.

Les graphiques 8 et 9 montrent les valeurs à long terme et les fluctuations conjoncturelles des secteurs du commerce de gros et des services aux entreprises. Il s'agit des statistiques de chiffres d'affaires établis sur base des déclarations mensuelles de TVA. Ces séries ont été préalablement déflatées, désaisonnalisées et lissées. Contrairement aux indices de production industrielle, la tendance dans les services à Bruxelles est globalement orientée à la hausse.

Le graphique 8 représente l'évolution dans le commerce de gros. Autour de la tendance continue-

ment orientée à la hausse depuis 2003, les écarts de la conjoncture étaient très faibles jusqu'au milieu de 2005. C'est seulement à ce moment-là que le commerce de gros semble s'être décroché de la tendance. Après une reprise dans le courant du premier semestre de l'année 2006, l'écart semble à nouveau s'être creusé depuis le mois d'août. Le commerce de gros est globalement moins sensible à la conjoncture que l'industrie. Néanmoins, cette baisse récente semble s'inscrire dans le cadre général du ralentissement de l'activité vers la fin de l'année 2006.

GRAPHIQUE 9: Evolution du chiffre d'affaires réel des services aux entreprises en Région de Bruxelles-Capitale



Source: SPF Economie - DGSIE, calculs propres.

Le graphique 9 indique également que les services aux entreprises connaissent une évolution tendancielle prospère. La courbe conjoncturelle se différencie de la tendance à partir de 2003: d'abord nettement à la hausse, jusqu'à la mi-2004, puis à la baisse. Un processus de rattrage s'est mis en marche depuis le mois de septembre 2005 et la valeur conjoncturelle du chiffre d'affaires réel avait prati-

quement rejoint la tendance à la fin du premier trimestre de 2006. Les dernières données disponibles ne nous permettent pas encore de confirmer l'augmentation observée du trend. Cependant, si la tendance devait s'ajuster à la baisse, la composante conjoncturelle semble, elle, orientée à la hausse entre mai et novembre 2006.

2.4 Marché du travail

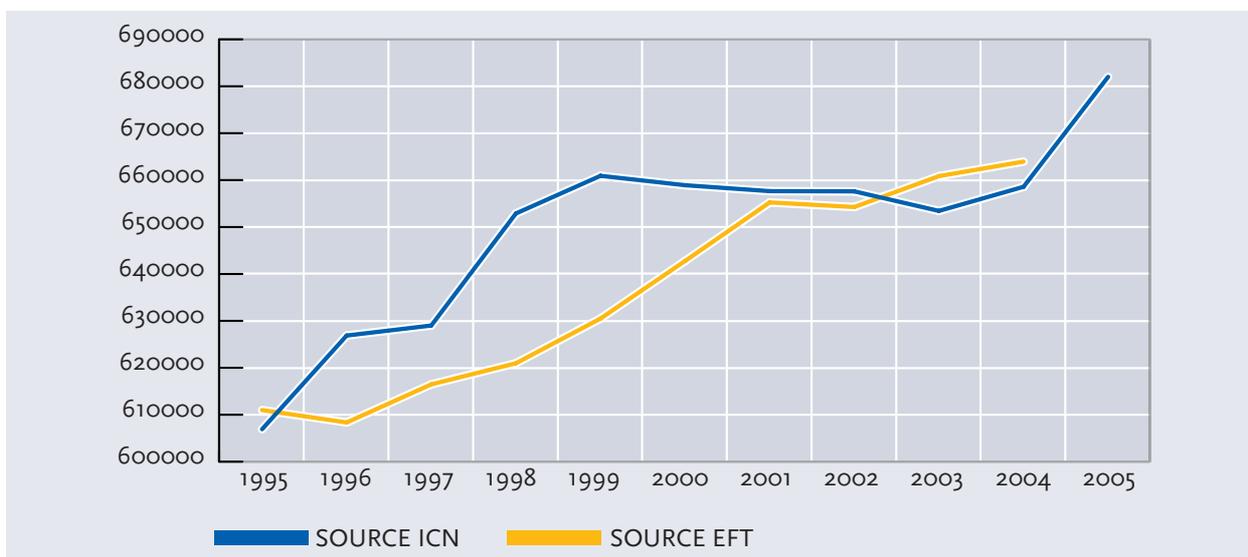
• Emploi intérieur

TABLEAU 4: Evolution de l'emploi intérieur

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	4.093.112 (0,23)	657.603 (-0,01)
2003	4.096.763 (0,09)	653.436 (-0,63)
2004	4.165.533 (1,68)	658.576 (0,79)
2005	4.257.970 (2,22)	682.010 (3,56)

Source: SPF Economie - DGSIE Enquête sur les forces de travail (EFT).

GRAPHIQUE 10: Evolution de l'emploi intérieur



Source: ICN, SPF Economie - DGSIE (EFT).

De façon générale, l'emploi suit avec un certain décalage l'évolution de la conjoncture économique. En cas de modification du climat économique, les entreprises attendent de voir comment les choses évoluent d'elles-mêmes avant de décider de licencier du personnel (comme durant la crise des années 2001 et 2002) ou d'en engager (comme lors de la reprise actuelle).

En raison du poids important du secteur des services dans l'économie bruxelloise, on pourrait s'attendre à ce que la région suive cette tendance générale avec un certain retard. On constate cependant qu'en 2005, la reprise de la croissance de l'emploi a été

plus rapide à Bruxelles que dans le reste de la Belgique.

Les courbes du graphique 10 représentent l'évolution de l'emploi au lieu de travail selon l'Enquête sur les forces de travail (EFT) et selon la comptabilité nationale. Bien que l'allure générale présente une même tendance, des différences significatives apparaissent.

D'une part il s'agit de deux méthodologies de calcul différentes et, d'autre part, l'EFT intègre, principalement à Bruxelles, l'emploi dans les institutions internationales mais ne comprend pas, a contrario de la source ICN, l'emploi des non résidents.

• Taux d'activité

TABLEAU 5: Comparaison du taux d'activité en % de la population de 15 à 64 ans

	UE-15	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	69,7	64,8	63,9
2003	70,1	64,9	63,1
2004	70,6	65,9	64,3
2005	71,0	66,7	65,7
2006 *	n.d.	66,0	65,4

* Moyenne du premier et du deuxième trimestre.

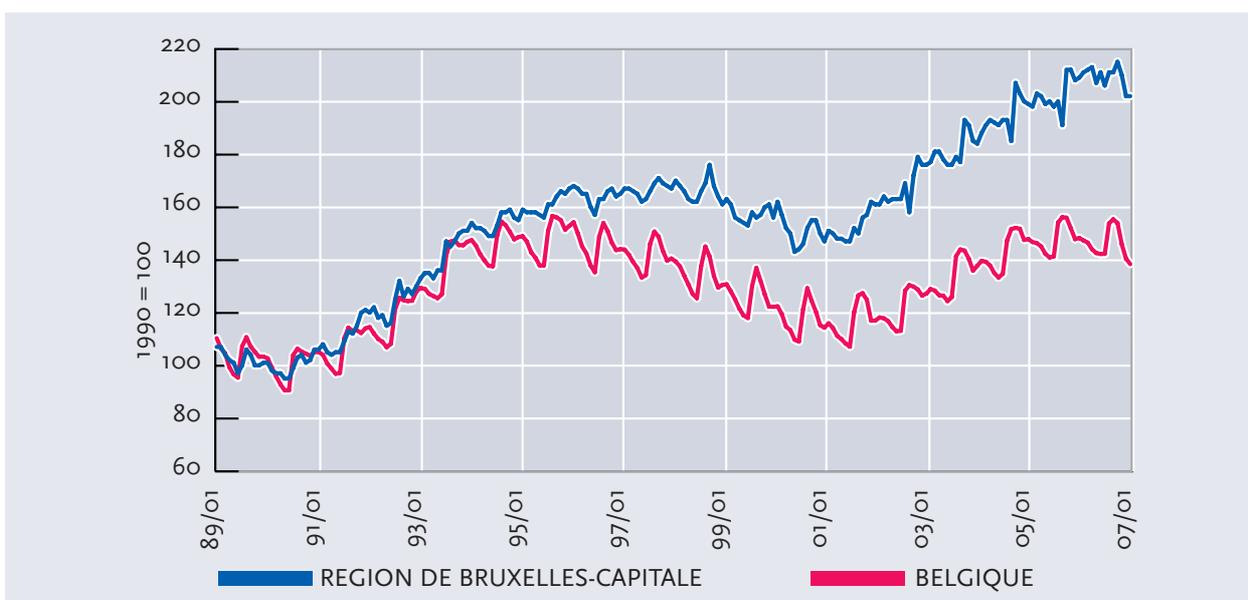
Source: Eurostat et SPF Economie (EFT).

Un degré de participation élevé sur le marché du travail est un élément décisif de la croissance potentielle de l'économie. Il est nécessaire au soutien de notre système de sécurité sociale basé sur la solidarité intergénérationnelle. Le tableau 5 montre que le taux d'activité de la Région bruxelloise se situe en dessous de la moyenne belge et européenne. Toutefois, depuis 2003 l'écart entre les niveaux national et régional s'amenuise progressi-

vement. On assiste ainsi à une opération de rattrapage, entamée par Bruxelles, dont le taux d'activité augmente plus vite que dans le reste de la Belgique ou de l'UE des 15. Bruxelles réussit aussi relativement bien à garder en activité ses travailleurs âgés (de 50 à 64 ans). Dans un contexte de vieillissement de la population active, ceci devrait également s'avérer bénéfique pour la Région.

• Le chômage reste élevé

GRAPHIQUE 11: Indice du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (1990 = 100)



Source: ORBEM, Belgostat.

TABLEAU 6: Nombre de demandeurs d'emploi inoccupés

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2005-III	625.933	93.229
2005-IV	601.533	97.298
2006-I	587.760	98.291
2006-II	573.307	97.074
2006-III	621.764	98.504
2006-IV	570.214	95.062

Source: ORBEM, Belgostat.

TABLEAU 7: Taux de chômage (données administratives)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2005-II	11,9 %	20,1 %
2005-III	13,0 %	20,3 %
2005-IV	12,5 %	21,2 %
2006-I	12,3 %	21,4 %
2006-II	12,0 %	21,0 %
2006-III	13,0 %	21,3%
2006-IV	11,9 %	20,7 %

Source: ORBEM, Belgostat.

TABLEAU 8: Taux de chômage (données d'enquête)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2001	6,64%	12,99%
2002	7,57%	14,75%
2003	8,24%	15,74%
2004	8,46 %	15,90 %
2005	8,51%	16,47%
2006 *	8,54%	17,67%

* Moyenne du premier et du deuxième trimestre. Selon la définition de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Source: SPF Economie (EFT).

De manière générale, le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (DEI) ou le taux de chômage évolue de façon opposée à l'emploi et à la croissance économique. Toutefois, pour Bruxelles, durant la fin des années nonante jusqu'au tout début des années 2000, cela n'a pas été véritablement le cas. Alors même que la croissance économique était au rendez-vous, l'évolution du nombre de DEI n'a pas enregistré de baisse substantielle, a contrario du niveau national. La croissance bruxelloise a donc été trop peu créatrice d'emplois. De plus, l'augmentation du chômage durant la période 2002-2005 a été plus forte à Bruxelles qu'en Belgique. Quels sont les éléments qui permettent d'expliquer ce phénomène?

Comme explicité dans les versions précédentes du baromètre, cela provient de la structure même de l'emploi bruxellois et de l'inadéquation avec une partie de sa population active. En effet, les nouveaux emplois créés à Bruxelles s'adressent plutôt à des personnes ayant un niveau d'études élevé. 47% de l'emploi concerne les personnes hautement qualifiées, en comparaison des 35% pour la Belgique (chiffres pour 2005). Cependant, beaucoup de chômeurs bruxellois sont des personnes peu qualifiées: 46% d'entre eux disposent d'un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur, contre 42% pour la Belgique.

D'autre part, Bruxelles compte proportionnellement plus de personnes hautement qualifiées dans la population des chômeurs (21% contre 19% pour la Belgique). Pourtant, cela ne semble pas suffire pour répondre à l'importante demande de travailleurs hautement qualifiés à Bruxelles, ce qui fait que les fonctions vacantes sont souvent attribuées à des navetteurs de l'extérieur de la région, alors que la réserve de travailleurs peu qualifiés à Bruxelles et dans les environs ne trouve pas d'emploi. Le retour à une conjoncture favorable devrait sans doute bientôt mettre un terme à la croissance du chômage. Il est cependant évident que pour enregistrer une amélioration structurelle, ce problème nécessitera des mesures supplémentaires de formation professionnelle et d'accompagnement des chômeurs.

• Population active occupée

TABLEAU 9: Emploi des résidents bruxellois (données d'enquête)

Année	Nombre de résidents bruxellois travaillant en RBC	Variation du nombre de travailleurs résidant et travaillant dans la Région	Variation en % du nombre de travailleurs résidant en RBC
2001	290.969	- 5.609	-1,89
2002	298.203	7.234	2,49
2003	298.541	338	0,11
2004	309.358	10.817	3,62
2005	312.591	3.235	1,05

Source: SPF Economie - DGSIE (EFT), calculs propres.

Etant donné que les chiffres complets pour l'année 2006 ne sont pas encore publiés par le SPF Economie, il n'est pas possible d'actualiser l'analyse des flux de travailleurs avec suffisamment de fiabilité. En conséquence, les commentaires ci-dessous se rapportent à ceux déjà formulés lors de notre précédente publication.

En comparaison avec l'année précédente, 3.235 emplois ont été créés en 2005 en Région de Bruxelles-Capitale pour des gens habitant dans la Région, ce qui constitue une baisse par rapport à 2004. Néanmoins, ce chiffre n'a jamais été négatif après 2001. L'explication de cette faible hausse du nombre de travailleurs résidant en Région de Bruxelles-Capitale réside en deux points. Premièrement, les navetteurs entrant en Région de Bruxelles-Capitale ont augmenté de 19.548 unités. Par ailleurs, contrairement à 2004, davantage de Bruxellois sont allés travailler hors de la Région (augmentation des navetteurs sortants de 7.354 emplois).

Par contre, en 2004, le flux de navetteurs a diminué de 4.332 unités venant de Flandre, et de 1.949 unités venant de Wallonie. En tenant également

compte du flux sortant des navetteurs, cela signifie que le nombre total d'habitants de la RBC qui y travaillent avait augmenté de 10.817 unités net (en 2004).

En 2005 cependant, la plus grande partie de la croissance de l'emploi en Région de Bruxelles-Capitale revient aux navetteurs. En effet, l'emploi total dans la Région a connu une croissance beaucoup plus forte, non seulement par rapport à 2004 mais également par rapport à la Belgique, à savoir de 22.783 emplois. Le nombre de navetteurs a augmenté respectivement de 16.154 au départ de la Flandre et de 3.394 au départ de la Wallonie.

En tenant compte de l'augmentation des navetteurs sortants (+ 7.354), cela signifie que le nombre d'habitants de la Région occupés a augmenté en 2005 de 10.305 unités nettes, dont 3.235 emplois en RBC, pour 22.783 emplois créés. La croissance de l'emploi dans la Région jouait alors en 2005 un rôle moins important dans la croissance de l'emploi des Bruxellois dans leur propre région. Avec un taux de chômage OIT de 16,5%, nous constatons à quel point le paradoxe du marché de l'emploi à Bruxelles persiste.

2.5 Recherche et développement

TABEAU 10: Evolution des dépenses publiques et privées de R-D en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique

Crédits publics à la R-D* (% du budget total)		
	Autorités fédérales	Région de Bruxelles-Capitale
2007**	0,89%	1,09%
2006	0,89%	0,99%
2005	0,85%	0,78%
2004	0,89%	0,82%
Dépenses privées de R-D		
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2005***	1,24%	n.d
2004***	1,30%	0,58%
2003	1,31%	0,57%
2002	1,37%	0,61%
2001	1,51%	0,65%

* Sur base du dernier ajustement budgétaire.

** Sur base du budget initial.

*** Sur base d'estimation d'Eurostat.

Sources:

Budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale,

Budget général des dépenses de l'Etat fédéral.

Belspo, BNB, Eurostat.

La part des crédits publics alloués à la Recherche et au Développement (R-D) dans le budget total de la Région de Bruxelles-Capitale a augmenté progressivement ces dernières années. Alors que pour 2005, la part du budget fédéral était supérieure à celle du budget régional de la RBC, pour 2006 et 2007 on assiste à la situation inverse. La RBC semble ainsi consentir à un effort budgétaire plus important que le niveau fédéral. En 2007, au niveau fédéral, les prévisions des crédits sont bien entendu à la hausse mais de façon proportionnelle à la hausse des dépenses générales ce qui explique cette stabilisation. Les crédits publics accordés à la R-D en 2005 par la Région de Bruxelles-Capitale représentent 1,25 % de l'ensemble des crédits publics alloués à la R-D de tout le pays.

En ce qui concerne les dépenses privées de R-D, la Région de Bruxelles-Capitale suit le modèle national. La proportion de ces dépenses par rapport au PIB ne cesse de diminuer. Une telle diminution ne s'observe pas qu'en Belgique, bien qu'en France et en Allemagne, ces dépenses augmentent progressivement et se maintiennent de façon relativement constante dans l'UE-15. Les pourcentages concernés sont par ailleurs encore bien éloignés de l'objectif européen de 3 % du PIB visant à consacrer en 2010 aux dépenses de R-D, dont au moins deux tiers financés par les entreprises.

3 Caractéristiques de Bruxelles

TABLEAU 11: Population: nombre d'habitants et taux de croissance annuel

année	Belgique		RBC		Région Flamande		Région Wallonne	
	(nombre)	(%)	(nombre)	(%)	(nombre)	(%)	(nombre)	(%)
1990	9.947.782	0,20	964.385	-0,63	5.739.736	0,30	3.243.661	0,27
2000	10.239.085	0,25	959.318	0,51	5.940.251	0,23	3.339.516	0,21
2005	10.445.852	0,48	1.006.749	0,69	6.043.161	0,45	3.395.942	0,46
2006	10.511.382	0,63	1.018.804	1,2	6.078.600	0,59	3.413.978	0,53

Source: SPF Economie - DGSIE.

Depuis le début des années 2000, la croissance démographique au sein de la Région bruxelloise est sensiblement supérieure à celles des deux autres régions. Le cap du million d'habitants a été atteint en 2004, ce qui correspond à une densité de popu-

lation de l'ordre de 6180 habitants au kilomètre carré pour un densité nationale de 340 habitants par kilomètre carré. Le caractère urbain et exigu de la région explique évidemment cette situation.

TABLEAU 12: Caractère international

Part des entreprises internationales en termes de:				
Nombre				
année	Belgique (nombre)	Belgique (%)	RBC (nombre)	RBC (%)
2001	5.541	100,0	1.809	32,7
Valeur ajoutée				
année	Belgique (nombre)	Belgique (%)	RBC (nombre)	RBC (%)
2001	54.315.004	100,0	22.319.430	41,1
Emploi				
année	Belgique (nombre)	Belgique (%)	RBC (nombre)	RBC (%)
2001	614.263	100,0	235.105	38,3
Part de l'emploi d'entreprises US dans le total de l'emploi*				
année	Belgique (%)	RBC (%)	Région Flamande (%)	Région Wallonne (%)
2003	3,10	4,67	3,45	1,63
Part des nuitées de tourisme d'affaires dans le total des nuitées**				
année	Belgique (%)		Région de Bruxelles-Capitale (%)	
2005	22,4		53,9	

* Survey on US Direct Investment in Belgium 2004/2005, Ven Den Bulcke D. & Zhang H., Amcham Belgium.

** On entend par tourisme d'affaires les nuitées dans le cadre de conférences, de congrès, de séminaires et à d'autres fins professionnelles.

Source: Sleuwaegen, Buitenlandse aanwezigheid in Vlaanderen (2004), Toerisme Vlaanderen (2006).

Le tableau 12 donne quelques indicateurs permettant d'apprécier le caractère international de la Région bruxelloise. Ainsi en 2001, les entreprises étrangères produisaient 41,1% de la valeur ajoutée régionale et occupaient 38,3% de l'emploi total. Parmi ces entreprises étrangères, les firmes US,

par exemple, occupaient 4,67% de l'emploi régional total contre 3,45% en Flandre et 1,63% en Région wallonne. Le statut de ville d'affaires internationale se traduit également à travers la part des nuitées de tourisme d'affaires qui est plus du double de la moyenne nationale.

TABLEAU 13: Spécialisation sectorielle dans les services: évolution de l'emploi durant la période 1995-2004

secteur	Belgique (% croissance 1995-2004)	RBC (% croissance 1995-2004)	Belgique (% du total 2004)	RBC (% du total 2004)
Agriculture, forêts, exploitation de ressources minières	3,6%	-8,9%	3,0%	1,1%
Industrie et construction	-9,1%	-13,0%	20,0%	8,2%
Commerce de gros et de détail	15,5%	0,0%	13,0%	11,6%
Horeca, transport de biens et de personnes	6,6%	11,6%	11,0%	12,5%
Services financiers	3,0%	9,1%	4,0%	10,9%
Services et location	49,1%	23,5%	11,0%	13,7%
Enseignement, culture et sport	6,7%	7,1%	13,0%	12,6%
Administration publique, défense et soins de santé	21,8%	19,2%	23,0%	26,0%
Autres	3,6%	8,1%	3,0%	3,3%
Total	10,3%	9,6%	100,0%	100,0%

Source: ICN.

Le secteur primaire qui couvre l'agriculture, les exploitations forestières minières de même que le secteur de l'industrie traditionnelle disparaissent progressivement du paysage bruxellois. La spécialisation de l'économie bruxelloise s'oriente fortement vers les services de l'horeca, des transports de

biens et de marchandises et de personnes, des services financiers, des services aux entreprises et locations et dans le secteur public qui est le secteur qui a enregistré la plus forte progression au cours de la décennie passée.

TABLEAU 14: Paradoxe du bien-être

Valeur ajoutée brute par habitant à prix courants				
année	Belgique		Région de Bruxelles-Capitale	
2004	24.637		49.462	
Répartition de l'emploi bruxellois selon le domicile du travailleur				
année	RBC	Flandre	Wallonie	
2004	46,2	34,8	19	
Revenu moyen imposable par déclaration et par habitant*				
année	Belgique (déclaration)	Belgique (habitant)	RBC (déclaration)	RBC (habitant)
2003	24.455	12.655	23.964	10.846
Part des déclarations de revenus en-dessous de la moyenne*				
année	Belgique (nombre)	Belgique (%)	RBC (nombre)	RBC (%)
2003	3.301.983	66,3	294.433	67,5

* On entend par revenu, le revenu net total imposable.

Source: SPF Economie - DGSIE

Les chiffres présentés dans le tableau 15 n'ont guère évolué depuis la dernière publication du baromètre. L'analyse réalisée dans la publication d'octobre reste donc pleinement d'actualité. La valeur ajoutée brute par habitant est deux fois plus élevée en Région de Bruxelles-Capitale qu'en Belgique. Par contre, le revenu imposable moyen par déclaration se trouve sous la moyenne belge. Les navetteurs constituent l'un des facteurs qui expliquent ce paradoxe du bien-être. En effet, seuls 46,2% des emplois dans la Région sont occupés par des Bruxellois. Etant donné que les salaires à

Bruxelles sont les plus élevés en Belgique (notamment en raison de la prépondérance du secteur des services) et que l'impôt des personnes physiques est levé en fonction du domicile, ceci explique en partie pourquoi le revenu imposable moyen à Bruxelles (par déclaration et par habitant) se trouve sous la moyenne belge, malgré une valeur ajoutée brute élevée. L'inégalité des revenus en Région de Bruxelles-Capitale est également plus forte qu'en Belgique dans son ensemble: le nombre de déclarations de revenus sous la moyenne y est de 67,5%, contre 66,3% pour la Belgique.

TABLEAU 15: Paradoxe du marché du travail

Part des emplois occupés par des travailleurs disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur (%) *				
année	Belgique		Région de Bruxelles-Capitale	
2004	36,6		49,2	
2005	36,8		51	
Part des personnes peu qualifiées dans le chômage (%) **				
année	Belgique		Région de Bruxelles-Capitale	
2004	42,1		43,3	
2005	42,3		46,0	
Taux de chômage: total et jeunes (15-24) ***				
année	Belgique (total)	Belgique (jeunes)	RBC (total)	RBC (jeunes)
2004	8,5	21,2	15,9	33,5
2005	8,5	21,5	16,5	35,0

* Par enseignement supérieur, on entend formation supérieure (après études secondaires).

** Par peu qualifié, on entend niveau d'enseignement secondaire inférieur au minimum.

*** Selon le Bureau international du Travail, la définition du chômage est basée sur l'Enquête sur les forces de travail (EFT). Sont considérées comme "chômeurs" toutes les personnes âgées de 15 ans et plus qui au cours de la période de référence (les 4 semaines précédant l'enquête) sont: sans emploi, disponibles sur le marché de l'emploi et à la recherche active d'un emploi.

Source: SPF Economie - DGSIE.

Le marché du travail bruxellois semble présenter un certain niveau d'inadéquation entre son offre et sa demande. Caractérisé par une prépondérance du travail salarié et à haute qualification, un décalage au niveau de la qualification se fait ressentir: 51% des emplois dans la région sont occupés par des travailleurs disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur (37% pour la Belgique), alors que la part des peu qualifiés constitue 46% du chômage (42,3% pour la Belgique). En d'autres termes, il

existe une grande réserve de personnes peu qualifiées et d'ouvriers alors que ce type d'emploi se réduit à Bruxelles. En conséquence, de nombreuses personnes peu qualifiées habitent à Bruxelles, mais n'y trouvent pas de travail, alors que l'offre de personnes hautement qualifiées ne suffit pas pour remplir toutes les fonctions vacantes. Le chômage des jeunes y est donc important, avec un taux de 35%, et beaucoup plus élevé que dans le reste de la Belgique.

TABLEAU 16: Innovation et entrepreneuriat

Part de personnel R-D dans l'emploi (% total)			
année	Belgique	RBC	Europe-15
2002	1,80	3,65	1,6
2003	1,81	3,62	1,6
Nombre de demandes de brevets (par million d'habitants) *			
année	Belgique	RBC	Europe-15
2002	140,8	120,4	157,36
2003	144,49	n.d.	161,39
Taux net de création d'entreprises **			
année	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale	
2003	0,2%	0,2%	
2004	1,5%	2,7%	
2005	1,86%	3,0%	

* Les chiffres concernent uniquement les demandes auprès de l'Office Européen des Brevets.

** Le taux de création net est le rapport entre le nombre d'entreprises créées au cours d'une année et le nombre total d'entreprises de l'année précédente.

Source: Eurostat (2006), Ecodata SPF Economie - DGSEI.

La Région de Bruxelles-Capitale dispose d'importants centres de recherche universitaires et de sièges sociaux d'entreprises actives en R-D. La part de personnel R-D dans l'emploi y est le double de celle du pays et supérieure à la moyenne de l'UE-15 (3,62%). Quant au nombre de demandes de brevets, Bruxelles et la Belgique pourraient globalement faire mieux.

Au cours de la période 1999-2003, le nombre d'entreprises actives, en Région de Bruxelles-Capitale, a continuellement baissé. Toutefois, on constate une relance amorcée en 2004 qui se prolonge en 2005 où le taux de création net est largement supérieur en région bruxelloise qu'au niveau national, marquant ainsi une dynamique plus prononcée du processus création-destruction qu'en moyenne dans le pays.

TABLEAU 17: Situation des établissements et infrastructures

Prix des bureaux * (euro/m ² /année, (croissance par rapport à l'année précédente))			
année	Londres	Amsterdam	RBC
2006	817 (5%)	325 (1,5%)	290 (1,8%)
Taux de disponibilité marché du bureau **			
année	Europe	Amsterdam	RBC
2006	8,7 (8,9)	10,6 (10,5)	10,5 (10,3)
Place dans classement européen en terme d'accessibilité des transports ***			
année	Londres	Amsterdam	RBC
2005	1	4	5
2006	1	4	5

* Il s'agit ici du «Prime rent»: loyer que l'on peut demander sur le marché ouvert pour un logement haut de gamme, qui fait au moins 500 m².

** Le taux de disponibilité est exprimé comme la proportion entre le nombre de m² d'espaces de bureaux non-loués et le nombre total de m² d'espaces de bureaux.

*** Indice composé de 24 villes et réalisé par Cushman & Wakefield.

Source: Jones Lang LaSalle (2006), Cushman & Wakefield (2005), European Cities Monitor 2006.

Bien qu'en constante progression, les prix des bureaux à Bruxelles (290 EUR/m²/an) sont loin d'atteindre les prix de Paris (790 EUR/m²/an) ou encore de Londres (970 EUR/m²/an). Le marché bruxellois des espaces de bureau présente un taux de disponibilité un peu plus élevé (10,6%) que

dans les autres grandes villes européennes, ce qui permet d'éviter une surchauffe de ce marché en cas de hausse de l'économie. Bruxelles occupe la cinquième place sur 30 grandes villes européennes en ce qui concerne l'accessibilité du transport (2006).

TABLEAU 18: Fonction centrale

Taux de croissance du produit intérieur brut à prix courants			
année	Brabant Flamand	Brabant Wallon	RBC
2003	3,8%	2,4%	1,9%
2004	6,9%	8,7%	5,1%

Source: ICN, calculs propres.

Durant la décennie écoulée, la croissance de la valeur ajoutée brute a été pratiquement toujours plus forte dans la périphérie bruxelloise que dans la Région elle-même. Cette tendance est confirmée par la récente révision des chiffres de valeur ajoutée

de 2004 par l'ICN. Traduites en croissance du PIB, ces données laissent notamment apparaître une croissance singulièrement élevée dans le Brabant wallon, en particulier dans le secteur secondaire.

Liste des tableaux

TABLEAU 1:	Evolution du taux de change du dollar par rapport à l'euro	9
TABLEAU 2:	Taux de croissance annuelle du PIB à prix constants: comparaison entre la Région de Bruxelles-Capitale, le Royaume et l'Union européenne des 15	11
TABLEAU 3:	Evolution du chiffre de l'indice des prix à la consommation	12
TABLEAU 4:	Evolution de l'emploi intérieur	16
TABLEAU 5:	Comparaison du taux d'activité en % de la population de 15 à 64 ans	17
TABLEAU 6:	Nombre total de demandeurs d'emploi inoccupés	18
TABLEAU 7:	Taux de chômage (données administratives)	18
TABLEAU 8:	Taux de chômage (données d'enquête)	18
TABLEAU 9:	Emploi des résidents bruxellois (données d'enquête)	19
TABLEAU 10:	Evolution des dépenses publiques et privées de R-D en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique	20
TABLEAU 11:	Population: nombre d'habitants et taux de croissance annuel	21
TABLEAU 12:	Caractère international: part des entreprises internationales	21
TABLEAU 13:	Spécialisation sectorielle dans les services: évolution de l'emploi durant la période 1995-2004	22
TABLEAU 14:	Paradoxe du bien-être	23
TABLEAU 15:	Paradoxe du marché du travail	24
TABLEAU 16:	Innovation et entrepreneuriat	25
TABLEAU 17:	Situation des établissements et infrastructures	26
TABLEAU 18:	Fonction centrale	26

Liste des graphiques

GRAPHIQUE 1	Comparaison de l'indicateur composite avancé de l'activité économique avec l'évolution conjoncturelle selon l'indicateur de l'activité économique et le PIB de la Région de Bruxelles-Capitale	6
GRAPHIQUE 2	Comparaison de l'indicateur avancé du marché du travail avec la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale	7
GRAPHIQUE 3	Evolution du commerce mondial en termes réels 1996 - 2006	8
GRAPHIQUE 4	Evolution de la croissance dans le monde du PIB en termes réels 1970 - 2005	8
GRAPHIQUE 5	Evolution du prix du pétrole brut	10
GRAPHIQUE 6	Croissance annuelle de la valeur ajoutée brute à prix courants en Région de Bruxelles-Capitale, dans les arrondissements de la périphérie et en Belgique	12
GRAPHIQUE 7	Evolution de la production industrielle en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique	13
GRAPHIQUE 8	Evolution du chiffre d'affaires réel du commerce de gros en Région de Bruxelles-Capitale	14
GRAPHIQUE 9	Evolution du chiffre d'affaires réel des services aux entreprises en Région de Bruxelles-Capitale	15
GRAPHIQUE 10	Evolution de l'emploi intérieur	16
GRAPHIQUE 11	Indice du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (1990 = 100)	17